



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CEA PARIS-SACLAY  
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

Mme Alexandra STRANSKY  
DG/CEAPSAC/DSST/SPIC/GMB

Téléphone : 01.69.08.63.35

[alexandra.stransky@cea.fr](mailto:alexandra.stransky@cea.fr)

Affaire suivie commercialement par :

Mme Maylis DES COURTIS

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.63.96

[maylis.descourtis@cea.fr](mailto:maylis.descourtis@cea.fr)

**MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RENOVATION DE  
LA COUVERTURE DU BÂTIMENT 124 SITUE SUR  
LE SITE CEA DE SACLAY (91)**

Référence projet de marché n°B24-00822-MDC

Entre

le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par ....., en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

d'une part,

et

la société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....

ci-après dénommée « le Titulaire »,

d'autre part,

ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)  
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |  
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



## SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - DEFINITIONS .....	4
CHAPITRE 2 - GENERALITES .....	5
ARTICLE 1 - OBJET .....	5
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	5
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA MISSION – OBLIGATIONS.....	6
ARTICLE 4 - MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX .....	9
ARTICLE 5 - REUNIONS .....	9
ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS .....	10
ARTICLE 7 - QUALITE .....	11
ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES.....	11
CHAPITRE 3 – COUT DES TRAVAUX.....	13
ARTICLE 9 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	13
ARTICLE 10 - COUT DE REFERENCE.....	14
ARTICLE 11 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	15
ARTICLE 12 - COUT CONSTATE DES TRAVAUX.....	15
ARTICLE 13 - SEUILS DE TOLERANCE .....	15
CHAPITRE 4 – REMUNERATION ET REGLEMENT .....	17
ARTICLE 14 - MONTANT TOTAL DE LA REMUNERATION .....	17
ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX .....	18
ARTICLE 16 - REGIME FISCAL .....	19
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION.....	20
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT .....	22
CHAPITRE 4 – DELAIS - PENALITES.....	23
ARTICLE 19 - DELAIS - PLANNING GENERAL DE REALISATION.....	23
ARTICLE 20 - PENALITES.....	26
ARTICLE 21 - RESILIATION .....	27



CHAPITRE 5 – RECEPTION – GARANTIES – CLAUSES DIVERSES .....	29
ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE .....	29
ARTICLE 23 - HORAIRES DU CEA.....	29
ARTICLE 24 - PERSONNEL DU TITULAIRE .....	29
ARTICLE 25 - CONFIDENTIALITE .....	30
ARTICLE 26 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	30
ARTICLE 27 - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RECEPTION ET GARANTIE .....	30
ARTICLE 28 - REFERENCES COMMERCIALES - COMMUNICATION.....	31
ARTICLE 29 - ASSURANCES .....	31
ANNEXE 1 – CONTENU DE LA MISSION DU TITULAIRE .....	33
ANNEXE 2 - FICHE DE MODIFICATION.....	40
ANNEXE 3 - DECOMPOSITION DE LA REMUNERATION DU TITULAIRE .....	41
ANNEXE 4 - DELAIS DU FAIT DU CEA .....	42
ANNEXE 5 - SOMMAIRE TYPE POUR L'ETABLISSEMENT D'UN RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES	43
ANNEXE 7 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	46

## CHAPITRE 1 - DEFINITIONS

### **Enveloppe financière prévisionnelle**

Enveloppe du coût des travaux fixée par le maître d'ouvrage.

### **Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux**

Estimation du coût des travaux établie par le maître d'œuvre, à partir des résultats de l'étude d'avant-projet sommaire (APS).

### **Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux**

Estimation du coût des travaux établie par le maître d'œuvre, à partir des résultats de l'étude d'avant-projet définitif (APD). Cette estimation est décomposée en lots séparés.

### **Coût prévisionnel des travaux**

Coût prévisionnel arrêté par le maître d'ouvrage sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, et sur lequel le maître d'œuvre s'engage. Ce coût est décomposé par corps d'état, sur la base d'un avant métré.

### **Coût de référence des travaux**

Coût établi par le Titulaire à l'issue de la (des) consultation(s) lancée(s) pour la passation du (des) marché(s) de travaux.

### **Coût de réalisation des travaux**

Coût résultant des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

### **Coût constaté des travaux**

Montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats et avenants éventuels conclus pour la réalisation du projet, et déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement du projet.

### **Titulaire**

Par Titulaire, il faut entendre le maître d'œuvre, attributaire du marché.

## CHAPITRE 2 - GENERALITES

### ARTICLE 1 - OBJET

#### **1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, l'exécution d'un ensemble de prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice du rôle de maître d'œuvre pour les travaux de rénovation de la couverture du bâtiment 124 situé sur le Centre CEA de Saclay (91).

#### **1.2 Catégorie de l'ouvrage**

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages du domaine du Bâtiment : réhabilitation-réutilisation.

#### **1.3 Unité bénéficiaire**

La prestation objet du présent marché sera effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF), Institut de Recherche sur les lois Fondamentales de l'Univers (IRFU), Département des Accélérateurs, de Cryogénie et de Magnétisme (DACM).

#### **1.4 Contrôleur technique**

*Sera désigné ultérieurement par le CEA.*

#### **1.5 Régime de sécurité du chantier**

Les travaux à réaliser sont situés au sein du bâtiment 124 sur le site du CEA de Saclay (91). Le chantier se déroulera dans le respect des prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure dans le cas de chantiers non clos et indépendants nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention (décret n°92-158 du 20/02/1992).

### ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

**2.1** Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé CEA/P-SAC/SMA/BLMT/B24-00822-MDC, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
  - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé CEA/P-SAC/DSST/SPIC/GMB/CC/24-0223 du 28/03/2025.

- la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
  - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay de mai 2019,
  - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes » ;
  - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
  - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021.
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée ..... datée du .....  
(à compléter par le soumissionnaire)

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA MISSION – OBLIGATIONS**

#### **3.1 Prestations à la charge du Titulaire**

Cette mission relève de la loi MOP codifiée dans le code de la commande publique.

Les prestations confiées au Titulaire concernent :

- la mission de base,
- des missions complémentaires.

Ces missions sont détaillées à l'annexe 1 du présent marché.

##### **3.1.1 Tranche ferme**

La tranche ferme est composée d'une mission complémentaire et de deux éléments de la mission de base, ainsi qu'il suit :

###### Mission complémentaire

- les études de diagnostic (DIAG).

###### Mission de base

- l'Avant Projet Sommaire (APS),
- l'Avant Projet Définitif (APD),

### 3.1.2 Tranche optionnelle

Les éléments de la mission de base intégrés en option sont les suivants :

- les missions PRO/DCE,
- l'Assistance au Maître d'ouvrage pour la passation des marchés de Travaux (AMT),
- le visa des études d'exécution et de synthèse et la participation à la cellule de synthèse (VISA)
- la Direction de l'Exécution des contrats de Travaux (DET),
- l'Assistance apportée au Maître d'ouvrage lors des Opérations de Réception des travaux et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Les missions complémentaires faisant partie de l'option sont les suivantes :

- les études de synthèse (SYN),
- une mission OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination des travaux).

Le CEA se réserve la possibilité de lever la tranche optionnelle en totalité au plus tard 1 mois après la validation des études APD.

### 3.2 Obligations de conseil et d'information

Dans le cadre des missions fixées à l'article 3.1 du présent marché, le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des éléments de mission qui lui sont dévolus au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à :

- informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre,
- attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet,
- lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

La mission comprend en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des éléments de mission qui lui sont confiés au titre du marché, toutes les prestations nécessaires à la conception, au contrôle et au suivi de la réalisation dans tous ses détails du projet de rénovation de la couverture du bâtiment 124 situé sur le Centre CEA/ Saclay (91).

### 3.3 Déclaration du Titulaire

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance de l'existant, de l'installation, du terrain et de ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux travaux (ou à la conception, à la réalisation ainsi qu'au fonctionnement et à l'exploitation conforme et régulière du projet).

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des travaux ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles le projet précité ne pourrait avoir une fonction optimale.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des travaux avec les tiers contractants du CEA (contrôleur technique, etc.) et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

Le Titulaire reconnaît également que le maître de l'ouvrage n'est pas un professionnel de la construction et qu'il est à ce titre notoirement incompetent en ce domaine. Il devra donc le conseiller utilement, comme précisé à l'article 3.2 supra.

#### **3.4 Moyens mis en œuvre par le Titulaire**

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché. Si des matériels ou des moyens appartenant au CEA étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

#### **3.5 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

#### **3.6 Clause environnementale et sociale**

Le Titulaire est invité, dans la mesure du possible, à privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2.

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

#### **3.7 Limites des prestations du Titulaire**

Les dispositions mentionnées au présent article 3.7 viennent compléter les dispositions du cahier des charges.



### 3.7.1 Missions de contrôle technique

Le CEA confiera une mission de contrôle technique à un organisme indépendant.

Le Titulaire s'engage à ses frais :

- à faire parvenir au Contrôleur Technique (avec copie au CEA) tous les éléments que le contrôleur technique estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission,
- à tenir compte de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le CEA lui aura transmises pour la mise en œuvre des mesures correctives afin d'aboutir à l'obtention de l'accord sans réserve du contrôleur technique, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage ou des travaux.

En cas de désaccord avec le contrôleur technique, le Titulaire justifiera sa position avec l'obligation d'obtenir l'accord du contrôleur technique.

### 3.7.2 Gestion du compte prorata et installation de chantier

Le cas échéant, les modalités de gestion du compte prorata seront déterminées ultérieurement par le CEA et le Titulaire.

## **ARTICLE 4 - MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX**

La dévolution des prestations est prévue par corps d'état séparés.

## **ARTICLE 5 - REUNIONS**

### **5.1 Réunion d'enclenchement**

Une réunion d'enclenchement sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

### **5.2 Réunions de suivi du projet**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord. Sauf modification concertée, la périodicité sera au minimum la suivante :

- pendant la phase d'études, une réunion se tiendra à l'issue des phases DIAG, APS, APD et PRO/DCE. Au cours de cette réunion, le Titulaire fera une présentation des études réalisées au titre de la phase concernée,
- pendant la phase de réalisation, la périodicité sera au minimum mensuelle. Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des études d'exécution et des travaux par rapport au planning prévisionnel,
- validation des choix techniques,
- examen et traitement des problèmes rencontrés,
- état de la situation financière du marché du Titulaire et des marchés de travaux.

### 5.3 Réunions de suivi de chantier

Le titulaire organisera des réunions de suivi de chantier hebdomadaires en présence des entreprises de travaux et du Contrôleur Technique si nécessaire.

### 5.4 Réunions au titre de la mission « OPC »

Le Titulaire organisera des réunions d'OPC mensuelles en présence du CEA et des entreprises de travaux et du Contrôleur Technique si nécessaire, afin de suivre :

- L'organisation du chantier et les relations inter-entreprises,
- Le planning détaillé des travaux,
- L'avancement des travaux.

### 5.5 Réunions techniques

Toutefois, en fonction de l'évolution des prestations et afin d'étudier un point technique particulier, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

### 5.6 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour approbation et acceptation dans un délai de deux (2) jours ouvrés suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

Dans certains cas, pour mise en application immédiate, un relevé de décision sera établi à l'issue de la réunion et visé par les deux parties, pour une mise en application immédiate.

## **ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

	Nom	Téléphone	Adresse mail
<b>CEA, maître d'ouvrage</b>			
Pilote opérationnel	Alexandra STRANSKY	01.69.08.63.35	Alexandra.stransky@cea.fr

Contrôleur Technique	Coordonnées transmises ultérieurement.		
Titulaire, maître d'œuvre			
Responsable technique			
Responsable sécurité			
OPC			
CSSI			

**(Les parties en rouge sont à compléter par le soumissionnaire)**

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Le responsable technique et le Responsable Sécurité du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où le responsable technique du Titulaire, le Responsable Sécurité ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée de un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

## **ARTICLE 7 - QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité particulier (PQp) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

## ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à communiquer au CEA l'ensemble des dossiers exigés dans les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du marché.

### 8.1 Validation des livrables

Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble des livrables en fonction des remarques du CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide les avant-projets, le projet ou tout ou partie des documents d'études, signe les marchés de travaux ou vise et délivre les ordres de services aux entreprises ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire. Il n'en irait autrement que dans la mesure où le CEA imposerait au Titulaire une disposition qui ne recueillerait pas l'accord de ce dernier et sur laquelle celui-ci émettrait des réserves explicites et motivées

### 8.2 Support des livrables

Chaque dossier (DIAG, APS, APD, PRO/DCE) remis au CEA, pour approbation, sera émis sous format électronique et une version papier.

Après approbation par le CEA, le Titulaire procédera aux dernières modifications qui s'imposent, et fournira ensuite au CEA :

- le DIAG ; l'APS, l'APD et le PRO dans une version validée et définitive sous format électronique,
- le dossier de consultation des entreprises (DCE) dans sa version finale, en 1 exemplaire sur support papier. Il sera également délivré sous la forme d'une clé USB.

De convention expresse, le DCE finalisé ne devra plus être soumis à des modifications ultérieures (oublis, corrections d'erreurs, ...) du fait du Titulaire. Dans le cas contraire, il appartiendra au Titulaire de réaliser la reproduction, à ses frais, de tous les documents modifiés, et d'éditer autant de CD-ROM que d'entreprises à consulter.

Dès lors que le Titulaire remet au CEA un support informatique, il est tenu d'y joindre une liste de correspondance entre le nom du fichier informatique et le contenu de ce fichier (libellé et objet).

### 8.3 Format des livrables :

Tous les dossiers remis par le Titulaire seront réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft office,
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS pour les documents de type planning,
- AUTOCAD pour les documents dessinés.

### 8.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou en cas de dénonciation de celui-ci par l'une ou l'autre des parties. Au-delà de cette période, aucun document ne pourra être détruit sans l'accord préalable écrit du CEA.

De même, le Titulaire sauvegardera à l'identique les données relatives aux dossiers précités, de sorte qu'il soit en mesure de fournir un exemplaire supplémentaire des CD-Rom sur demande du CEA.

## CHAPITRE 3 – COUT DES TRAVAUX

### ARTICLE 9 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

#### 9.1 Enveloppe financière prévisionnelle

L'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le CEA est de **2 050 000 € HT (DEUX MILLIONS CINQUANTE MILLE EUROS HORS TAXES)** pour la partie affectée aux travaux

Ce coût est établi sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2025 (mois  $m_0$  des études).

#### 9.2 Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

L'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux sera établie par le Titulaire au terme des études d'avant-projet sommaire (APS). Ce coût sera établi sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2025 (mois  $m_0$  des études).

Si l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux proposée par le Titulaire est supérieure à l'enveloppe financière prévisionnelle, le CEA peut :

- soit refuser de réceptionner les prestations relatives à l'élément de mission APS et demander au Titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle,
- soit résilier le présent marché, aux torts et aux frais du Titulaire dans les conditions fixées à l'article « RESILIATION » du présent marché.

L'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux devra faire l'objet d'une approbation par le CEA, laquelle est, à minima, conditionnée par la validation de l'APS.

#### 9.3 Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux

Au terme des études d'avant-projet définitif (APD), le Titulaire établira une estimation définitive du coût prévisionnel des travaux décomposée en lots séparés.

Ce coût sera établi sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2025 (mois  $m_0$  des études).

L'avancement des études permet au Titulaire de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur l'enveloppe financière prévisionnelle.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux, le Titulaire doit reprendre gratuitement ses études.

Si l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux proposée par le Titulaire est supérieure à l'enveloppe financière, le CEA peut :

- soit refuser de réceptionner les prestations relatives à l'élément de mission APD et demander au Titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle,
- soit résilier le présent marché, aux torts et aux frais du Titulaire dans les conditions fixées à l'article « RESILIATION » du présent marché,

- soit décider d'arrêter un nouveau coût prévisionnel des travaux qu'il notifie au Titulaire.

#### **9.4 Etablissement du Coût prévisionnel des travaux**

L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux constituera, après accord du CEA et après approbation de l'APD, le coût prévisionnel des travaux sur lequel le Titulaire s'engagera.

Le remplacement de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux par le coût prévisionnel des travaux interviendra par voie d'avenant signé sans réserve par le Titulaire. Ce coût est établi sur la base du mois de janvier 2025 (mois  $m_0$  des études).

#### **9.5 Modification du coût prévisionnel des travaux**

Une fois fixé, le coût prévisionnel des travaux ne pourra éventuellement être revu que si de nouvelles modifications de programme étaient expressément demandées par le CEA.

Pour toute modification nouvelle demandée expressément par le CEA, le Titulaire établira une fiche de modification (conformément au modèle joint en annexe 2 du présent marché) qui indiquera, avant tout commencement d'exécution, l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux correspondant et l'effet sur le délai.

Après accord écrit du CEA, notifié sur la fiche de modification, le Titulaire pourra réaliser les études correspondantes aux termes desquelles l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux supplémentaires sera fixée, après accord du CEA, et intégrée, par voie d'avenant, au coût prévisionnel des travaux du présent marché.

Si la modification n'entraîne pas de prestations supplémentaires, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération supplémentaire.

Toute modification liée à une remarque des organismes de contrôle désignés dans le cadre de l'exécution du présent projet ou pour des travaux mal appréciés par le Titulaire (oubli, erreurs, mauvaise appréciation, négligence) ne donnera lieu à aucune rémunération particulière.

### **ARTICLE 10 - COUT DE REFERENCE**

A l'issue des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le Titulaire établira le coût de référence des travaux qui servira de base à la comparaison avec le coût prévisionnel des travaux dans les conditions fixées à l'article 13.1 du présent marché.

Ce coût de référence des travaux est le résultat de la somme des offres des entreprises de travaux pressenties comme les mieux-disantes à l'issue des consultations des marchés de travaux. Pour ce faire, le montant de chacun des marchés de travaux sera ramené aux conditions économiques du coût prévisionnel des travaux (mois  $m_0$  des études), par application de formules de « désactualisation » propres à chaque marché. Ces formules, établies à partir des indices ou index les plus représentatifs du marché concerné seront soumises à l'approbation du CEA.

## **ARTICLE 11 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Ce coût sera égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux passés par le CEA pour la réalisation du projet, hors TVA.

Un avenant au marché fixera le montant du coût de réalisation des travaux que le Titulaire s'engagera à respecter.

Le Titulaire est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du projet.

Le coût de réalisation est établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  des travaux correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des marchés de travaux.

## **ARTICLE 12 - COUT CONSTATE DES TRAVAUX**

Après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation du projet, le Titulaire établira le coût constaté des travaux résultant des décomptes finaux et des factures des entrepreneurs, et correspondant à l'ensemble des marchés et avenants passés au titre des travaux (hors maîtrise d'œuvre).

Ce coût constaté des travaux sera ramené, marché par marché, aux conditions économiques du mois  $m_0$  de remise des offres ayant permis la passation des marchés de travaux (mois  $m_0$  des travaux), par application des dispositions suivantes :

- les montants des marchés révisables seront « désactualisés » au mois  $m_0$  précité, par application de la formule paramétrique de révision du marché, dans laquelle la part du terme fixe de la formule sera répartie au prorata sur chacun des indices ou index,
- les montants des marchés non révisables, et non établis aux conditions économiques du mois  $m_0$  de remise des offres, seront « désactualisés » depuis le mois de livraison ou réception de la fourniture, ou le mois central de l'exécution des travaux jusqu'au mois  $m_0$  précité, par application d'une formule de variation paramétrique classique, basée sur les indices ou index de révision les plus représentatifs de la spécialité technique considérée, dans laquelle la part du terme fixe de la formule sera répartie au prorata sur chacun des indices ou index,
- les mêmes démarches seront appliquées respectivement aux avenants de chacune des deux catégories de marchés.

Après avoir ainsi été ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  des travaux précité, le coût constaté réajusté des travaux sera comparé, dans les conditions fixées à l'article « SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX » du présent marché, au coût de réalisation des travaux, établi aux mêmes conditions économiques.

## **ARTICLE 13 - SEUILS DE TOLERANCE**

### **13.1 Seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le taux de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux est fixé à **6 %**.

Le seuil de tolérance entre le coût prévisionnel des travaux et le coût de référence des travaux est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé ci-dessus.

A l'issue de la consultation des entreprises de travaux, le Titulaire fera la comparaison, pour chaque lot, entre le coût prévisionnel des travaux et le coût de référence des travaux apprécié dans les conditions fixées à l'article « COUT DE REFERENCE » du présent marché.

Si le coût de référence des travaux, est supérieur au seuil de tolérance tel que déterminé ci-dessus, le CEA peut :

- soit résilier le présent marché, aux torts et aux frais et risques du Titulaire dans les conditions fixées à l'article « RESILIATION » du présent marché,
- soit refuser de passer les marchés de travaux, et demander au Titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement et sans délais ses études pour aboutir à un projet compatible avec le coût prévisionnel des travaux.

Ce choix appartient exclusivement au CEA qui n'aura nullement à justifier celui-ci auprès du Titulaire.

Dans le deuxième cas cité ci-avant, le Titulaire a l'obligation de reprendre les études, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande du CEA, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à son profit à une quelconque rémunération complémentaire. Un nouveau dossier de consultation des entreprises sera remis au CEA, dans un délai de 60 jours calendaires après acceptation de l'étude par le CEA, permettant le lancement d'une nouvelle consultation devant aboutir à une offre respectant le seuil de tolérance.

### **13.2 Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le taux de tolérance sur le coût de réalisation des travaux est fixé à **3 %**.

Le seuil de tolérance entre le coût de réalisation des travaux et le coût constaté des travaux est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance ci-dessus précisé.

Si le coût constaté des travaux, réajusté dans les conditions définies à l'article « COUT CONSTATE DES TRAVAUX » du présent marché, est supérieur au seuil de tolérance tel que déterminé ci-dessus, le Titulaire est passible de la pénalité prévue à l'article « PENALITES POUR NON RESPECT DU COUT DE REALISATION DES TRAVAUX » du présent marché.



**CHAPITRE 4 – REMUNERATION ET REGLEMENT**

**(Les parties en rouge sont à compléter par les soumissionnaires)**

**ARTICLE 14 - MONTANT TOTAL DE LA REMUNERATION****14.1 Rémunération des missions APS, APD, PRO/DCE, ACT, VISA, DET, AOR**

Les missions APS et APD relèvent de la tranche ferme.

Les missions PRO/DCE, ACT, VISA, DET, AOR font partie de l'option.

**14.1.1 Taux de rémunération**

Le coefficient de complexité est fixé à \_\_\_\_\_ %.

Le taux de rémunération  $t$  est fixé de façon provisoire à \_\_\_\_\_ % de la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle définie par le CEA.

Le taux et le montant forfaitaire des honoraires du Titulaire qui en découlent seront définitivement arrêtés dans le cadre de l'avenant qui entérinera le coût prévisionnel des travaux.

**14.1.2 Rémunération provisoire**

Le coût prévisionnel des travaux n'étant pas connu à la date de signature du marché, le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération  $t$  fixé à l'article 14.1.1 supra par le montant de l'enveloppe prévisionnelle des travaux comme défini ci-après.

Taux de rémunération :  $t =$  \_\_\_\_\_ %

Part de l'enveloppe financière prévisionnelle globale affectée aux travaux :

**C0 = \_\_\_\_\_ € HT (\_\_\_\_\_ EUROS HORS TAXES)**

Forfait provisoire de la rémunération: **Co x t = \_\_\_\_\_ € HT (\_\_\_\_\_ EUROS HORS TAXES).**

La décomposition de ce montant, par élément de mission et par co-traitant, figure en annexe 3 du présent marché.

**14.1.3 Modalités de fixation du forfait de rémunération des missions APS, APD, PRO/DCE, ACT, VISA, DET, AOR**

Le forfait définitif sera arrêté définitivement pour chaque tranche, dès que le coût prévisionnel des travaux sera connu pour la tranche considérée (en fin de phase APD).

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération, éventuellement ajusté dans les conditions fixées ci-après ( $t'$ ), par le coût prévisionnel des travaux (CP).

Toutefois, si le coût prévisionnel des travaux diffère de l'enveloppe financière prévisionnelle sans modification de programme émanant du CEA, le taux de rémunération sera ajusté dans les conditions suivantes :

Coût prévisionnel des travaux pour chaque phase (CP) en euros HT	Rémunération sur la base du taux $t'$
$CP < C_0$	$t' = t(C_0/CP)^3$ avec $t' \leq t \times 1.06$
$CP = C_0$	$t' = t$
$C_0 < CP < C_1$	$t' = t (C_0/CP)$
$C_1 < CP$	$t' = t (C_0 / CP)^2$

$C_0$  = montant de l'enveloppe prévisionnelle tel que défini à l'article 9.1

$C_1 = C_0 \times 1,036$

$t$  = le taux de rémunération fixé à l'article 14.1.1

CP : Coût prévisionnel des travaux établi en fin APD

#### 14.2 Mission Diagnostic (DIAG) – tranche ferme

Le montant de la rémunération du Titulaire relatif à l'élément de mission Diagnostic (DIAG) est fixé à la somme forfaitaire de ----- € HT (----- EUROS HORS TAXES).

#### 14.3 Mission Synthèse (SYN) – option

Le montant de la rémunération du Titulaire relatif à l'élément de mission Synthèse (SYN) est fixé à la somme forfaitaire de ----- € HT (----- EUROS HORS TAXES).

#### 14.4 Mission OPC – option

Le montant de la rémunération du Titulaire relatif à l'élément de mission OPC est fixé à la somme forfaitaire de ----- € HT (----- EUROS HORS TAXES).

#### 14.5 Caractère des prix

Les montants visés aux articles 14.1 à 14.5 sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de ----- (mois de remise de l'offre) et ont un caractère révisable.

### ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de XXXXX (mois anniversaire du marché).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_m / I_0)$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

I<sub>0</sub> = valeur de l'index " ingénierie " paraissant au Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment pour le mois de XXXXX (mois de remise de l'offre),

I<sub>m</sub> = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA

## **ARTICLE 16 - REGIME FISCAL**

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.



**ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION****17.1 Missions APS, APD, PRO/DCE, ACT, VISA, DET et AOR**

La rémunération du Titulaire sera facturée conformément à l'échéancier suivant :

Tranche ferme :

APS : - 50 % du montant TTC de l'APS, à la remise du dossier final d'études intégrant les plans et l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux,  
- 50 % du montant TTC de l'APS, à l'acceptation par le CEA du dossier final d'études intégrant les plans et l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux,

APD : - 50 % du montant TTC de l'APD, à la remise du dossier final d'études (y compris les plans et l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux décomposée par lots séparés) et du dossier nécessaire à l'obtention du permis de construire,  
- 50 % du montant TTC de l'APD, à l'acceptation par le CEA du dossier final d'études (intégrant les plans et l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux décomposée par lots séparés) et du dossier nécessaire à l'obtention du permis de construire, acceptés par le CEA,

Option :

PRO/DCE : - 50 % du montant TTC du PRO/DCE, à la remise du dossier final d'études,  
- 50 % du montant TTC du PRO/DCE, à l'acceptation par le CEA du dossier PRO/DCE,

ACT : - 60 % du montant TTC de l'ACT après acceptation par le CEA de l'ensemble des dossiers de consultation des entreprises,  
- 40 % du montant TTC de l'ACT, après acceptation par le CEA de l'ensemble des rapports de dépouillement des offres<sup>1</sup> reçues des entreprises,

VISA : - 70 % du montant TTC du VISA à la remise d'un document récapitulant l'ensemble des documents d'études, plans d'exécution et plans de synthèse à remettre par l'entreprise qui est présentée au visa du Titulaire,  
- 30 % du montant TTC du VISA à la remise du même document complété par les dates de visa du Titulaire sur l'ensemble des études, plans d'exécution et plans de synthèse remis par les entreprises,

DET : - 80 % du montant TTC du DET, sur facture mensuelle émise à terme échue, proportionnellement à l'avancement des travaux effectués depuis le début du chantier,

---

<sup>1</sup> Il est rappelé au Titulaire que ses rapports de dépouillement des offres des entreprises devront respecter la forme et la structure décrites en annexe 5 au présent marché.

- 20 % du montant TTC du DET à la réception par le CEA du projet de décompte final et après signature des Décomptes Généraux Définitifs de tous les intervenants,

- AOR :
- 30 % du montant TTC de l'AOR à l'issue des opérations préalables à la réception,
  - 40 % du montant TTC de l'AOR à la remise du dossier des ouvrages exécutés acceptés par le CEA,
  - 30 % du montant TTC de l'AOR à la levée de la dernière réserve.

## 17.2 Autres missions

### 17.2.1 Mission Diagnostic (DIAG) – Tranche ferme

La mission DIAG sera facturée conformément à l'échéancier suivant :

- DIAG :
- 100 % du montant TTC de la mission DIAG, à l'acceptation par le CEA du dossier de synthèse accepté par le CEA.

### 17.2.2 Mission Synthèse (SYN) - Option

La mission SYN sera facturée conformément à l'échéancier suivant :

- SYN :
- 80 % du montant TTC de la mission SYN, sur facture mensuelle émise à terme échue, proportionnellement à l'avancement des travaux effectués depuis le début du chantier,
  - 20 % du montant TTC de la mission SYN, à la remise du dossier de synthèse accepté par le CEA.

### 17.2.3 Mission OPC - Option

La mission OPC sera facturée conformément à l'échéancier suivant :

- OPC :
- 70 % du montant TTC de la mission OPC, sur facture mensuelle émise à terme échue, après l'ouverture du chantier, proportionnellement à l'avancement des travaux effectués depuis le début du chantier,
  - 30 % du montant TTC de la mission OPC, à la levée de la dernière réserve.

## 17.3 Modalités et adresse de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service : SAC-C ;



- le numéro de commande (n°4000.....).

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

#### **ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

## CHAPITRE 4 – DELAIS - PENALITES

### ARTICLE 19 - DELAIS - PLANNING GENERAL DE REALISATION

#### 19.1 Délais d'exécution

La Réception de l'ouvrage est fixée au plus tard le 31/12/2026.

Le planning de réalisation est cité à l'article 2 du présent marché.

Le Titulaire devra tenir compte dans son planning des délais du fait du CEA fixés en annexe 4 du présent marché.

Pour les éléments de mission APS, APD, PRO et DCE, les points de départ des délais d'exécution sont fixés à la décision de réception de l'élément le précédent chronologiquement.

T0 étant la date de signature du marché, le tableau ci-après, précise, pour chaque document soumis à la validation du CEA, les dates de remise des documents ainsi que les délais d'examens du CEA ainsi que les délais d'approbation.

MISSION	Remise des documents au CEA	Délai d'examen du CEA	Délai de prise en compte des remarques par le Titulaire	Délai de validation par le CEA	
DIAG	T0 + 6 semaines	2 semaines	1 semaine	1 semaine	=T1
APS	T1 + 6 semaines	2 semaines	1 semaine	1 semaine	=T2
APD	T2 + 8 semaines	2 semaines	1 semaine	1 semaine	=T3
PRO/DCE	T3 + 4 semaines	2 semaines	1 semaine	1 semaine	=T4
Réception des offres = T5					
Rapport d'analyse des offres	T5+ 6 semaines	2 semaines	1 semaine	1 semaine	=T6
DOE		2 semaines	1 semaine	1 semaine	

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 25 jours à compter de la réception par le Titulaire du mémoire en réclamation de l'entreprise de travaux.

#### 19.2 Procédures à respecter pour l'étude des documents soumis à validation

##### 19.2.1 Remise des documents au CEA :

Les documents sont transmis au CEA par le Titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remis au CEA contre récépissé. La date de remise des documents est la date du récépissé ou la date figurant sur l'avis de réception.

#### 19.2.2 *Délais d'examens du CEA :*

Le délai d'examen court à compter de la date de remise des documents déterminée dans les conditions ci-avant. Durant ce délai, le CEA examine les documents et effectue le cas échéant toutes remarques, commentaires ou observations, etc. réunis sous le vocable générique « remarques » dans les développements qui suivent), qu'il estime utile ou nécessaire de formuler sur tout ou partie de ces documents et les transmet au Titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard le dernier jour du délai convenu.

#### 19.2.3 *Délais de prise en compte des remarques effectuées par le CEA :*

Le délai est décompté du jour de la date de réception par le Titulaire du courrier recommandé lui transmettant les « remarques » du CEA. Durant ce délai, il appartient au Titulaire :

- de prendre en compte l'ensemble des « remarques » effectuées par le CEA et d'adapter ou reprendre ses études en conséquence,
- d'adresser au CEA par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou de lui remettre contre récépissé, pour approbation, les études intégrant l'ensemble desdites « remarques » au plus tard le dernier jour du délai fixé conventionnellement.

En cas de désaccord du Titulaire sur tout ou partie des « remarques » formulées par le CEA, le Titulaire mettra à profit ce délai pour notifier l'ensemble de ses réserves au CEA, de manière explicite et motivée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

#### 19.2.4 *Délais de validation par le CEA :*

Ce délai court à compter de la réception par le CEA du courrier recommandé ou de la date de remise par le Titulaire des documents prenant en compte les « remarques » du CEA dans les conditions fixées précédemment.

Si tout ou partie des documents repris par le Titulaire appellent de la part du CEA de nouvelles « remarques » ou n'intègrent pas l'ensemble des « remarques », ceux-ci seront retournés au Titulaire selon les dispositions arrêtées ci-avant. Il appartiendra dès lors au Titulaire de reprendre ses études et de les transmettre au CEA dans les conditions stipulées ci-avant. Les délais de prise en compte des remarques et de validation resteront applicables jusqu'à ce que le CEA puisse procéder à leur validation.

La validation des études DIAG, APS, APD, PRO et des DCE est notifiée au Titulaire par le CEA par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le CEA doit être en mesure de notifier la validation desdites études aux dates fixées conventionnellement.

De convention expresse, en l'absence de notification par lettre recommandée avec avis de réception, les études doivent être considérées par le Titulaire comme n'ayant pas été approuvées par le CEA.

Dès lors qu'un document soumis à l'approbation du CEA est modifié ou complété, il doit de nouveau être transmis au CEA pour validation dans les conditions et délais précédemment indiqués.

#### 19.3 Le planning de réalisation fait partie intégrante des Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché.

Le Titulaire devra tenir compte dans son planning des délais du CEA tels que définis en annexe 5.

Le Titulaire devra s'engager à respecter et à faire respecter par les prestataires de services, fournisseurs et entrepreneurs, le planning contractuel d'exécution des Travaux établi sous sa responsabilité à partir de sa proposition de planification entérinée par le maître d'ouvrage. Ce planning tiendra compte des délais que le Titulaire fixera au CEA, avec son accord, pour



l'approbation ou la remise d'observations sur d'éventuels documents intermédiaires. Ces approbations intermédiaires ne peuvent pas, pour autant, différer ou décaler la date de remise des dossiers complets. Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour solliciter en temps utile toute décision lui permettant de remettre ses dossiers complets aux dates convenues.

Les étapes-clés suivantes seront tout particulièrement identifiées et représenteront des dates principales de contrôle de l'avancement, pouvant donner lieu, le cas échéant, à l'application des pénalités prévues à l'article « PENALITES POUR RETARD » du marché :

- Validation du DIAG,
- validation de l'APS,
- validation de l'APD,
- validation du PRO/DCE,
- validation des DCE,
- validation des rapports de dépouillement des offres,<sup>2</sup>
- validation du dossier de SYNTHESE,
- respect de la date de réception.

#### **19.4 Arrêt provisoire de la mission de maîtrise d'œuvre**

Le CEA pourra interrompre provisoirement la mission du Titulaire en cas de non obtention du permis de construire.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tout arrêt provisoire de la mission de maîtrise d'œuvre. Le Titulaire sera informé de l'arrêt, par lettre recommandée avec avis de réception. La date d'arrêt sera fixée avec un préavis de 1 mois.

Si cette interruption est inférieure à un an, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de sa mission de maîtrise d'œuvre dans les conditions du présent marché, sans demander d'indemnité compensatrice et dans le respect des délais de chaque phase du planning défini à l'article « DELAIS D'EXECUTION ». La reprise se fera après réception par le Titulaire de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la reprise. La date de reprise sera fixée par le CEA avec un préavis de 1 mois et les éventuelles modifications de planning ou toutes autres conséquences inhérentes à cette interruption seront fixées par voie d'avenant.

Si cette interruption est supérieure à un an, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de sa mission. La reprise interviendra 1 mois après la réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant cette reprise. Le Titulaire pourra recevoir une indemnité dans la limite du préjudice certain et direct qu'il a subi et dont il doit faire la preuve.

De convention expresse entre les parties, il est admis que les délais nécessaires à l'obtention du permis de construire définitif ne sont pas constitutifs d'une cause d'arrêt provisoire de la mission de maîtrise d'œuvre, objet de la présente clause.

---

<sup>2</sup> Il est rappelé au Titulaire que ses rapports de dépouillement des offres des entreprises devront respecter la forme et la structure décrites en annexe 5 au présent marché.

**ARTICLE 20 - PENALITES****20.1 Modalités d'application**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA.

**20.2 Pénalités pour retard**

En cas de non-respect de l'une quelconque des étapes clés citées à l'article 19.3 supra ainsi que celles du planning général de réalisation cité à l'article 2 du présent marché, le Titulaire sera redevable d'une pénalité de 1,5/1000 (UN ET DEMI POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

La pénalité de retard appliquée à une échéance intermédiaire est restituée au Titulaire en cas de respect de l'échéance finale de réception de l'ouvrage.

**20.3 Pénalité pour absence ou retard aux réunions de chantier**

L'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de chantier sera redevable des pénalités fixées à l'article 22.3 des CGA cité à l'article 2 du présent marché.

**20.4 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de mise à disposition de moyens matériels, sécurité**

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions de l'article 18.2 et du chapitre 7 des CGA, cité à l'article 2 du présent marché celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2 000 € HT hors taxes (DEUX MILLE EUROS HORS TAXES) par constat ou manquement.

**20.5 Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 25 jours à compter de la réception par le Titulaire du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le Titulaire est redevable d'une pénalité dont le montant est de 500€ HT par jour calendaire de retard.

**20.6 Pénalités pour non-respect du coût de réalisation des travaux**

Si le coût constaté des travaux, réajusté dans les conditions définies à l'article « COUT CONSTATE DES TRAVAUX », est supérieur au seuil de tolérance tel que déterminé à l'article « SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX » ci-dessus, le Titulaire est passible d'une pénalité calculée de la façon suivante :

$$\text{Pénalité} = 2.t' \times (\text{CC} - \text{seuil tolérance})$$

dans laquelle :

Pénalité	= pénalité pour non-respect du coût de réalisation des travaux,
t'	= taux de rémunération du Titulaire
CC	= coût constaté des travaux visé à l'article « COUT CONSTATE DES TRAVAUX »
Seuil tolérance	= seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux visé à l'article « SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX ».

## 20.7 Plafond des pénalités

Les pénalités visées aux articles 20.2 à 20.5 sont plafonnées à 10% (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

Les pénalités pour non-respect du coût de réalisation des travaux, visées à l'article 20.6 supra, ne pourront excéder 15 % (QUINZE POUR CENT) du montant de la rémunération correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## ARTICLE 21 - RESILIATION

### 21.1 Résiliation de plein droit

Pour tout défaut dans l'exécution d'une prestation ou absence de remise des documents relatifs aux assurances visés à l'article 29 infra à l'issue d'un éventuel délai de mise en demeure, non régularisé dans les huit (8) jours suivant la mise en demeure, le CEA pourra résilier le présent marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché sera effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.

### 21.2 Le présent marché pourra être résilié, aux torts et aux frais et risques du Titulaire sans préavis et sans autre formalité dans les cas suivants :

- si le Titulaire ne pouvait mener les études (DIAG, APS, APD, PRO/DCE) permettant la dévolution des marchés dans la limite de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée à l'article « ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE »,
- si le Titulaire s'avérait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article « SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX supra,
- si la non validation par le CEA de l'une quelconque des études de conception DIAG, APS, APD, PRO ou encore des DCE du fait du Titulaire génèrait un retard dans le planning contractuel fixé à l'article « DELAIS – PLANNING GENERAL DE REALISATION » du présent marché,
- si les autorités administratives ne délivraient pas les autorisations nécessaires ou si lesdites autorisations étaient assorties d'observations ou de demandes de modifications de nature à remettre en cause l'économie du projet.

La résiliation n'est pas exclusive des réclamations et recours que le CEA se réserve expressément de faire valoir dans le respect de ses droits et de ses intérêts.



### **21.3 Obligations du Titulaire en cas de résiliation**

En cas de résiliation du présent marché, les clauses suivantes continueront à produire leurs effets :

- Article « Confidentialité ».
- Article « Propriété intellectuelle ».

## CHAPITRE 5 – RECEPTION – GARANTIES – CLAUSES DIVERSES

### **ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang inférieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

### **ARTICLE 23 - HORAIRES DU CEA**

#### **23.1 Horaires d'ouverture-jours de fermeture**

Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

#### **23.2 Horaires de travail**

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h 10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable de l'Officier de Sécurité et du Chef d'Installation.

### **ARTICLE 24 - PERSONNEL DU TITULAIRE**

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 7 au présent marché.

**ARTICLE 25 - CONFIDENTIALITE**

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

**ARTICLE 26 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

**ARTICLE 27 - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RECEPTION ET GARANTIE****27.1 Réception des études**

Les prestations relatives à l'exécution des phases DIAG, APS, APD, PRO/DCE feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation, sans réserve par le CEA, des études et de l'ensemble des livrables associés, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

**27.2 Achèvement de la mission du Titulaire**

La mission du Titulaire s'achèvera à la fin du délai de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission interviendra lors de la levée de la dernière réserve.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

### 27.3 Garantie

Pendant un délai de 12 mois à compter de la date de réception, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais, sans préjudice de toute indemnité qui pourrait être allouée au CEA.

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA qu'il ne lui serait pas possible de déceler raisonnablement en tant qu'homme de l'Art tenu à une obligation générale de conseil et d'information du CEA.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

## **ARTICLE 28 - REFERENCES COMMERCIALES - COMMUNICATION**

Si le Titulaire souhaite faire figurer le nom du CEA sur une liste de références, il devra en faire la demande écrite auprès du CEA et obtenir l'accord de ce dernier préalablement à toute diffusion.

## **ARTICLE 29 - ASSURANCES**

Le CEA souscrira les polices d'assurance construction suivantes : la police Tous Risques Chantier (TRC) et Dommages Ouvrage (DO) telles que décrites à l'annexe 1 des CGA

Toutefois, la police DO qui sera souscrite par le CEA sera subordonnée à la souscription simultanée d'un Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD). L'objet de ce contrat sera de racheter une seule fois pour le compte commun des constructeurs l'insuffisance de capitaux de leur police responsabilité civile décennale et portera les montants de garantie de Responsabilité Décennale Obligatoire à concurrence du coût total de la construction.

Les franchises de ce CCRD seront constituées par les montants de garantie des polices RCD des constructeurs, à savoir :

- 3 M€ pour les marchés de maîtrise d'œuvre, de bureau d'études et de bureau de contrôle,
- 6 M€ pour les marchés de second œuvre,
- 10 M€ pour les marchés de gros œuvre et de clos couvert (y compris étanchéité).

Le Titulaire devra donc transmettre au CEA une attestation RCD qui devra impérativement :

- être spécifique au chantier (nom et adresse du chantier, nom et adresse du maître d'ouvrage, coût de l'opération, date de la DOC)
- être valable à la date de la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC),
- préciser les missions ou activités garanties,
- indiquer l'abrogation de la règle proportionnelle d'indemnité,
- indiquer le montant de garantie indexé par sinistre, soit 3 M€ pour le marché de maîtrise d'œuvre, 6 M €.



Une fois que le CEA aura reçu toutes les attestations RCD conformes des constructeurs, le CEA leur transmettra une copie du CCRD mentionnant qu'ils sont bien couverts par ce contrat.

A défaut de fourniture des attestations visées ci-dessus et à l'article 38.1 des CGA dans les délais indiqués, le CEA sera en droit de pratiquer une retenue égale à 5 % du montant hors taxes du Marché, jusqu'à la fourniture des attestations ci-dessus définies.

En cas de défaut de fourniture de ces documents au-delà d'un délai de mise en demeure fixé par le CEA, ce dernier se réserve le droit de résilier le présent marché aux torts du Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 39 des CGA.

Fait à Saclay,  
en deux exemplaires originaux,  
Pour le CEA,  
Signature :

Pour le Titulaire,  
Signature :

Date :

Date :





## **ANNEXE 1 – CONTENU DE LA MISSION DU TITULAIRE**

Les éléments de mission sont définis dans la présente annexe ainsi qu'à l'article 3 du présent marché. Des précisions complémentaires contractuelles et les documents à remettre pour chaque élément de mission sont apportées dans le cahier des charges du Maître d'œuvre cité à l'article 2 du présent marché.

### **1 - PHASES D'ETUDES**

#### **1.1 Les Etudes de Diagnostic (DIAG)**

Les études de Diagnostic permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération et ont pour objet de :

- établir un état des lieux. Le maître de l'ouvrage a la charge de remettre à la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements en sa possession concernant le bâtiment. La maîtrise d'œuvre est chargée, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux ;
- fournir une analyse du fonctionnement urbanistique et de la perception architecturale du bâti existant, ainsi que permettre une meilleure prise en compte des attentes des utilisateurs ;
- procéder à une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d'hygiène et de sécurité ;
- proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants.

#### **1.2 Les études d'Avant-Projet**

Les études d'avant-projet, fondées sur le Programme établi par le CEA, comprennent a minima les éléments de mission suivants :

##### **1.2.1 Les études d'Avant-Projet Sommaire (APS)**, qui ont pour objet de :

- préciser la composition générale en plan, en volume,
- vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du Programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité,
- contrôler les relations fonctionnelles des éléments du Programme et leurs surfaces,
- apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage ainsi que les intentions de traitement des surfaces d'accompagnement,
- proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre,
- préciser un calendrier de réalisation et le découpage en tranches fonctionnelles,
- établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.

Le dossier de définition préconisée comprend tous les plans (croquis, schémas, plans, coupes, sections, ...), notes techniques et de calculs nécessaires à la compréhension de cette définition.

Compte tenu de l'envergure géographique du présent Programme l'échelle des plans sera au moins le 1/100 (et non le 1/200 habituellement d'usage pour les vastes programmes immobiliers).

L'élément de mission APS sera réputé achevé une fois le dossier approuvé par le CEA dans les conditions fixées par le présent marché.

**1.2.2 Les études d'Avant-Projet Définitif (APD)**, fondées sur l'avant-projet sommaire approuvé par le CEA et qui ont pour objet de :

- permettre d'arrêter toutes les options techniques,
- vérifier le respect des différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité,
- déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du Programme,
- arrêter en plans, coupes et façades les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect,
- définir les principes constructifs, de fondation et de structure ainsi que leur dimensionnement indicatif,
- définir les matériaux,
- justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques,
- permettre au CEA d'arrêter définitivement le Programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance,
- établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés,
- arrêter le forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Le niveau de définition correspond à des plans avec tous les détails significatifs de conception.

Compte tenu de l'envergure géographique du présent Programme, l'échelle des plans sera au moins le 1/50<sup>ème</sup> avec tous détails au 1/20 ou 1/5.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

L'élément de mission APD sera réputé achevé une fois le dossier approuvé par le CEA dans les conditions fixées par le présent marché.

**1.3 Les études de projet (PRO)/DCE**

Les études de projet fondées sur le Programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le CEA ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant éventuellement du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

a) Les études de projet ont pour objet de :

- préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;

- décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- permettre au maître de l'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50 avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20 à 1/5.

b) En outre, lorsqu'après mise en concurrence, sur la base des études de projet, une variante minimale respectant les conditions stipulées dans le dossier de consultation a été proposée par le ou les entrepreneurs et acceptée par le maître de l'ouvrage, les études de projet doivent être complétées pour :

- assurer la cohérence de toutes les dispositions avec les avant-projets ainsi qu'avec les dispositions découlant, le cas échéant, d'un permis de construire modifié ;
- établir la synthèse des plans et spécifications émanant d'une part de l'avant-projet définitif établi par le maître d'œuvre et d'autre part des propositions de l'entrepreneur.

L'élément de mission PRO sera réputé achevé une fois le dossier approuvé par le CEA dans les conditions fixées par le présent marché.

**1.4 L'assistance apportée au CEA pour la passation du ou des marchés de travaux (AMT),** sur la base des études de PROJET qu'il a approuvées, a pour objet, pour chacun des lots techniques, de :

**1.4.1 Assister le CEA lors de l'élaboration des AAPC puis lors de l'analyse des candidatures**

Dans le cas où le CEA procèderait à un appel public à la concurrence, le Titulaire devra :

- élaborer le texte de présentation technique du projet d'AAPC,
- proposer au CEA les critères de sélection relatifs à la capacité professionnelle des candidats,
- procéder à l'analyse des dossiers des candidats selon les critères de sélection ci-dessus ayant recueilli l'accord du CEA.

**1.4.2 Assister le CEA dans la constitution des dossiers de consultation**

1.4.2.1 La consultation des entreprises doit être préparée de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au marché, ainsi que des pièces élaborées par le Titulaire, correspondant à l'étape de la conception choisie par le CEA pour cette consultation (PRO).

Les pièces administratives (règlement de consultation et projet de marché) sont élaborées et rédigées par le CEA. Toutes les autres pièces sont à la charge du Titulaire (cahier des charges, tableau de décomposition du prix, ...).

1.4.2.2 Le Titulaire propose au CEA une liste des Entreprises à consulter pour chaque marché de travaux ou de fournitures. En cas de publication d'un avis d'appel public à la concurrence (AAPC), cette liste prend en compte les résultats obtenus.

Le Titulaire s'assure que les entreprises consultées sont qualifiées pour réaliser les prestations, et en particulier, qu'elles disposent d'une organisation qualité conforme aux exigences requises.

Les éventuels audits qualité auprès des entreprises sont à la charge du CEA.

- 1.4.2.3 Le Titulaire adresse au CEA le dossier complet pour approbation avant l'envoi de la consultation et dans les délais impartis par le planning cité à l'article 2 du présent marché.

L'approbation du dossier de consultation par le CEA fait l'objet d'un courrier écrit émanant du CEA avant le lancement de la consultation.

Conformément aux indications fournies dans le dossier de site, le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) sera établi Tout Corps d'Etat (TCE) et adressé à chaque candidat.

Une fois la liste définitive arrêtée, le CEA se charge de l'envoi des dossiers de consultation des entreprises.

Au cours de la consultation, le Titulaire fournit tous les renseignements techniques aux soumissionnaires et organise les visites nécessaires. Le Titulaire informe le CEA avant chaque visite. Le Titulaire se reportera au dossier de site pour connaître précisément l'étendue de ses obligations.

Durant la consultation, il est fait obligation au Titulaire de communiquer au CEA, automatiquement et par écrit, tous renseignements complémentaires à fournir aux entreprises consultées. Le CEA s'engage à transmettre ces renseignements à toutes les entreprises consultées.

#### **1.4.3 Analyser les offres**

- 1.4.3.1 Après ouverture des plis, les offres seront remises au Titulaire afin qu'il procède à l'analyse économique et technique de celles-ci.

- 1.4.3.2 Après vérification de la conformité des offres aux documents de la consultation (absence d'omissions, d'erreurs ou de contradictions), le Titulaire établira un premier rapport comparatif des offres. Ce rapport sera structuré conformément aux dispositions de l'annexe 5 du présent marché. Il proposera l'offre susceptible d'être retenue et sera remis au CEA dans les délais indiqués au planning précité. Il indiquera pour chacune des offres et pour chacun des lots :

- l'analyse des méthodes ou solutions techniques et s'il y a lieu des variantes, les réserves éventuelles qu'elles appellent,
- les imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par un homme de l'art, relevées notamment dans les offres techniques et les décompositions des prix forfaitaires ou sous-détails de prix unitaires,
- les modifications techniques et administratives ayant entraîné une modification de la proposition commerciale,
- les entreprises proposées, avec lesquelles la mise au point des offres est poursuivie,
- le cas échéant, les entreprises dont la proposition ne serait pas jugée compatible par le Titulaire avec son engagement de respect du coût prévisionnel des travaux et/ou des délais.

La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût de référence des travaux.

Le rapport est exposé au CEA lors d'une réunion organisée par le Titulaire. Au cours de celle-ci, le CEA approuve avec le Titulaire les contacts éventuels à prendre avec les entreprises pour obtenir tous renseignements complémentaires jugés nécessaires, voire décide d'une(es) nouvelle(s) consultation(s) si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance fixé.

Le CEA communique aux entreprises concernées les renseignements complémentaires mis en forme par le Titulaire.

#### **1.4.4 Remettre un rapport définitif étayé et conseiller le CEA dans le choix des Titulaires**

Après analyse finale des offres et examen du premier rapport par le CEA, le Titulaire remet son rapport définitif, (structuré selon les exigences de l'annexe 5 du présent marché), reprenant les conclusions principales du premier rapport et mentionnant :

- la proposition de choix définitif de l'entreprise.

Le CEA arrête le choix de l'entreprise sur la base du rapport définitif et rédige le marché.

Le CEA a la charge de :

- présenter, si nécessaire, le marché à la Commission Consultative des Marchés du CEA suivant la date de remise du dossier par le Titulaire,
- le notifier à l'entreprise,
- transmettre au Titulaire une copie du marché signé par les parties.

Le Titulaire doit, en toutes circonstances et quelle que soit la date, respecter le caractère secret de la liste des Entreprises consultées, des prix consentis par les Entreprises retenues, de l'ordre de classement et des motifs du choix du CEA. Les prix ne doivent, en aucun cas, être communiqués aux autres concurrents.

## **2 - PHASES TRAVAUX**

**2.1 L'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites partiellement ou intégralement par les entreprises** ainsi que leur **visa par le Titulaire (VISA)**, ont pour objet d'assurer au CEA que les documents établis par les entreprises respectent les dispositions du projet établi par le Titulaire. Dans ce cas, le maître d'œuvre leur délivre son VISA.

**2.2 La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux (DET)**, qui a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les fabrications en cours de réalisation respectent les études effectuées,
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entreprises en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction, normalement décelables par un homme de l'art,
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux,
- s'assurer de la prise en compte par les entreprises des observations éventuelles formulées par le bureau de contrôle et acceptées par le maître d'ouvrage,
- délivrer tous ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier, établir les procès-verbaux et les notifier aux participants,
- informer systématiquement le CEA sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables,
- vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par le ou les entreprises, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entreprise, établir le décompte général,
- donner un avis au CEA sur les réserves éventuellement formulées par l'entreprise en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général ; assister le CEA en cas de litige sur

l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

**2.3 L'assistance apportée au CEA lors des opérations de réception (AOR) ainsi que pendant les périodes de garantie de Parfait Achèvement et de garantie de bon fonctionnement de deux ans (éléments d'équipement du bâtiment), a pour objet :**

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux et notamment définir les programmes d'essais qui seront validés par le CEA.

Ces programmes d'essais seront organisés conformément aux exigences assurance qualité du CEA et au référentiel d'assurance qualité du Titulaire. Ils seront soumis à l'accord préalable du CEA et définiront notamment les performances à atteindre, les conditions et le contenu des essais, les moyens humains et matériels nécessaires, les modalités d'habilitation des opérateurs et des contrôleurs ainsi que les mesures de sécurité prises vis à vis des personnes, de l'environnement et des matériels. Ils fixeront aussi le formalisme de présentation des résultats.

- vérifier et analyser les dossiers de réception et d'essais lot par lot pour chaque entreprise,
- procéder à la réception des travaux :
  - constater les ouvrages exécutés,
  - constater les éventuelles inexécutions et/ou imperfections ou malfaçons,
  - constater le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux,
- après la réception des ouvrages, le Titulaire doit assumer pleinement les obligations dont il a la charge durant toute l'année de parfait achèvement et en particulier durant la période de levée des réserves au cours de laquelle il devra prendre toutes les dispositions pour assurer la levée dans les délais impartis,
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le CEA,
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE) nécessaire à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entreprise, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

**3 – Mission SYN**

Les documents pour l'exécution des installations sont établis par les entreprises Titulaires des lots techniques. En revanche, les études d'exécution relatives au lot gros œuvre seront réalisées par le maître d'œuvre.

De façon générale, le maître d'œuvre aura à sa charge la réalisation des études de synthèse.

Cette mission consiste à assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale et fonctionnelle des éléments de l'installation de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

**4 – Mission ordonnancement, coordination et pilotage du chantier (OPC), qui a pour objet :**

- L'ordonnancement et la planification :

- analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux,
  - déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques,
  - proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités.
- La coordination :
- harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux,
  - le cas échéant, de présider le collège inter-entreprises d'hygiène et de sécurité.
- Le pilotage :
- dans le cadre de sa seule mission complémentaire d'OPC, le Titulaire s'engage à être présent sur le site au minimum deux fois par semaines,
  - mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

**ANNEXE 2 - FICHE DE MODIFICATION**

N° de Fiche : ..... Indice : .....

Fiche créée le : .....

N° marché : ..... Fournisseur : .....

Objet du marché : .....

Origine de la modification :

CONCEPTION <sup>3</sup>☐

FAITS IMPREVISIBLES

☐

AUTRES MOTIFS

☐

MODIFICATION BESOIN (demande CEA)

☐

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE : .....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION <sup>4</sup> :

.....

.....

.....

TOTAL : .....

INCIDENCE SUR LE COUT DES TRAVAUX :

.....

.....

INCIDENCE SUR LE PLANNING GLOBAL :

.....

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (cette fiche n'est validée que si elle est signée des 3 parties)

	CEA	MAITRE D'OEUVRE	TITULAIRE
NOM			
DATE			

Les travaux, objet de la fiche de modification, ne pourront être facturés qu'après signature d'un avenant au marché.

<sup>3</sup> Les modifications sont de la responsabilité du maître d'œuvre.<sup>4</sup> Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.





**ANNEXE 3 - DECOMPOSITION DE LA REMUNERATION DU TITULAIRE**

CF Annexe financière



#### **ANNEXE 4 - DELAIS DU FAIT DU CEA**

Le planning tient compte des délais nécessaires au CEA pour approuver ou remettre ses observations sur les documents transmis par le Titulaire.

#### **1 Phase d'appel à candidature (AAPC)**

Le CEA est tenu de procéder à des avis d'appel public à la concurrence (AAPC) pour les marchés d'un montant supérieur à 221 K€ HT. La procédure mise en œuvre par le CEA est l'appel d'offres restreint au sens de l'ordonnance du 6/06/05 et de son décret d'application du 30/12/2005 et suivants.

Le délai de lancement de l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) est de 1 semaine à compter de l'acceptation par le CEA du texte de l'objet du marché transmis par le Titulaire.

Le délai de remise des candidatures est, à minima, de 30 jours calendaires suivant la date d'envoi de l'AAPC aux journaux officiels.

Le délai de dépouillement des candidatures par le CEA pour la part qui lui incombe (capacités juridiques et financières) est de 15 jours à compter de la réception des candidatures.

#### **2 Phase de consultation et d'analyse des offres**

Le délai de lancement des appels d'offres des marchés de travaux, une fois le rapport de dépouillement des candidatures accepté par le CEA est fixé à 2 semaines.

Le délai de remise des offres ne peut être inférieur à 45 jours calendaires à compter de l'envoi du dossier de consultation aux soumissionnaires.

L'analyse proprement dite se déroule dans les délais prévus au planning cité à l'article 2 du présent marché conformément aux dispositions dudit marché. Le rapport d'analyse remis par le Titulaire respectera la structure imposée par l'annexe 6 citée infra.

#### **3 Notification des marchés**

Les délais prévus entre la remise au CEA par le Titulaire du rapport de dépouillement et la notification du marché correspondant sont fixés ci-après :

##### **A - MARCHES D'UN MONTANT INFERIEUR A 4.000.000,00 € HT**

Remise du rapport de dépouillement	Jo
Choix du fournisseur	2 semaines
Rédaction marché	2 à 3 semaines
Notification à	Jo + 4 à 5 semaines

##### **B - MARCHES D'UN MONTANT SUPERIEUR A 4.000.000,00 € HT (1)**

Remise du rapport de dépouillement	Jo
Choix du fournisseur	2 semaines
Note de présentation CcM + marché	3 à 4 semaines
Avis de la CcM	3 à 8 semaines
Rédaction marché	2 à 3 semaines
Notification à	Jo + 10 à 17 semaines

**ANNEXE 5 - SOMMAIRE TYPE POUR L'ETABLISSEMENT D'UN RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES**

Chaque rapport d'analyse des offres doit être structuré selon la forme adoptée par le présent sommaire :

**1 – INTRODUCTION**

Rappel de l'objet de la consultation et du contexte.

Donner à ce stade l'étendue du marché et préciser si des options ont été prévues.

**2 – APPEL D'OFFRES : RAPPEL DE LA PROCEDURE****2.1- APPEL D'OFFRES OUVERT**

Rappel de la procédure (date lancement et type de procédure utilisée) et des critères de sélection des candidatures et des offres. Pour mémoire, cette sélection doit s'opérer dans le respect des étapes chronologiques suivantes :

- Ouverture de la première enveloppe (pièces administratives),
  - vérification de la présence et de la validité des documents administratifs requis,
  - études des références techniques présentées,
  - sélection du candidat sur la base des critères énoncés dans l'annonce parue.
- Ouverture de la seconde enveloppe (offre proprement dite),
  - vérification de la présence des pièces demandées (acte d'engagement, Bordereau de décomposition du prix, projet de marché signé, proposition technique, planning, ...),
  - étude technique des offres (selon §3 et 5 infra).

**2.2- APPEL D'OFFRES RESTREINT**

- Rappel de la procédure (date lancement et type de procédure utilisée) et des critères de sélection des candidatures.
- Analyse des candidatures après ouverture de celles-ci,
  - vérification de la présence et de la validité des documents administratifs requis,
  - études des références techniques présentées,
  - sélection des candidats auxquels sera adressée l'invitation à remettre une offre sur la base des critères énoncés dans l'annonce parue.
- Rappel des points principaux du règlement d'appel d'offres (délais, planning, documents à remettre et rappel des critères de sélection des offres).
- Vérification de la présence des pièces demandées (acte d'engagement, Bordereau de décomposition du prix, projet de marché signé, proposition technique, planning, ...) puis étude technique des offres et analyse de celles-ci (selon §3 infra).

**2.3- APPEL D'OFFRES SANS PUBLICITE PREALABLE**

Préciser les points suivants :



- date de lancement de la procédure et date prévue pour le retour des offres (report éventuel, ...),
- références du cahier des charges et des documents sur la base desquels la consultation est faite,
- critères de sélection des offres spécifiés dans le règlement d'appel d'offres.

### 3 – ANALYSE PRELIMINAIRE DES OFFRES

- Préciser la date d'ouverture des plis, le nombre de réponses et s'il y a lieu, le nom des sociétés qui ont décliné.
- Présenter les résultats à l'ouverture des plis sous la forme d'un tableau récapitulatif. Les montants devront être présentés pour un périmètre technique équivalent. Néanmoins, si des options ou des variantes ont été chiffrées, elles devront également apparaître.

Cette analyse se fera sur la base des critères de sélection énoncés dans le règlement d'appel d'offres et/ou dans l'annonce en cas d'AAPC.

La conformité de l'offre par rapport au cahier des charges devra être analysée de façon précise et argumentée.

### 4 – QUESTIONS COMPLEMENTAIRES

Préciser, pour chaque série de questions, les points suivants :

- objet de ces questions,
- date d'envoi et référence du courrier ou de la télécopie.

Annexer impérativement les courriers de questions complémentaires ainsi que leurs réponses.

### 5 – ANALYSE ET NOTATION DES OFFRES APRES QUESTIONS COMPLEMENTAIRES

L'analyse repose sur la mise en œuvre d'une notation technique et financière des offres conformes sur la base des critères énoncés dans le règlement de consultation.

La notation financière s'effectue sur la base du montant total de l'offre (options incluses) selon une méthodologie qui doit être validée par le CEA.

La notation technique s'effectue sur la base des critères annoncés dans le règlement de consultation et doit être accompagnée d'un argumentaire littéraire détaillé permettant de justifier la note attribuée pour chaque critère technique et pour chacun des soumissionnaires (environ une quinzaine de lignes par critère technique et par soumissionnaire). Cet argumentaire doit être cohérent avec la note attribuée.

Par ailleurs, l'analyse technique doit respecter un certain nombre de principes :

- être menée à un niveau comparable pour l'ensemble des soumissionnaires ayant présenté une offre conforme (y compris ceux ayant remis une offre d'un montant élevé),
- mettre en exergue les avantages (points forts) et les inconvénients (points faibles) des propositions reçues pour chaque critère technique. Lorsque des points faibles sont mis en avant, il est important de mentionner précisément dans quelle mesure la proposition d'un soumissionnaire ne répond pas aux exigences du cahier des charges sur un item particulier (des exemples précis doivent être mentionnés). A contrario, les points forts d'une offre conduisant à une note élevée doivent être justifiés par des exemples concrets issus de la proposition,



- s'appuyer sur les éléments de la proposition et non sur le retour d'expérience dont dispose le Titulaire ou le CEA,
- l'analyse doit prendre en compte non seulement les éléments de la proposition technique transmise en réponse à l'appel d'offres mais également les éléments transmis en réponse aux questions complémentaires ou développés lors de la présentation orale (ces derniers devant faire l'objet d'une confirmation écrite).

#### 6 – PROPOSITION ARGUMENTEE DU CHOIX D'UN FOURNISSEUR

En fonction de l'analyse des offres, proposer de façon argumentée un fournisseur.

Préciser également impérativement le périmètre de la prestation et son montant (notamment si des variantes ont été choisies ou si des options ont été levées).



## **ANNEXE 7 - PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel**

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre pour Saclay et de son délégué pour Fontenay-aux-Roses.

### **2. Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

### **3. Accès au Centre**

#### **3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)***

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

#### **3.2 *Liste des employés du Titulaire***

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des

employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

#### *Délivrance du badge d'accès*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

#### *Pour le personnel de l'Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

#### *Pour le personnel hors Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

### **3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire***

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

#### **4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

#### **5. Inspection commune préalable (ICP)**

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

#### **6. Suivi médical**

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.



Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SST,
- à fournir au SST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.